



Conseil économique et social

Distr. générale
21 avril 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire**

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Lettre datée du 12 avril 2011, adressée au Président du Conseil économique et social par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de demander que le rapport de la réunion préparatoire régionale de l'Asie occidentale sur le thème « Approches novatrices pour aider les femmes, les filles et les marginalisés dans la région arabe » soit distribué comme document du Conseil économique et social pour examen à sa session de fond de 2011 au titre du point 2 b) de l'ordre du jour provisoire (voir annexe). Cette réunion a eu lieu le 9 décembre 2010 à Doha en vue de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social et dans le cadre du deuxième Sommet mondial de l'innovation dans l'éducation.

À la réunion préparatoire, des approches novatrices pour favoriser l'accès des femmes, des enfants et des marginalisés à une éducation de qualité ont été examinées à titre de contribution au thème de l'examen ministériel annuel de 2011 « Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation ». Le Qatar estime qu'en juillet 2011 à Genève, le rapport constituera une contribution utile au débat de haut niveau.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Alya Ahmad **Al-Thani**

* Nouveau tirage pour raisons techniques (19 mai 2011).

** E/2011/100.



**Annexe à la lettre datée du 12 avril 2011 adressée
au Président du Conseil économique et social
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente du Qatar auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Rapport de la réunion préparatoire régionale de l'Asie
occidentale sur l'éducation pour l'examen ministériel
annuel du Conseil économique et social de 2011**

Résumé

Dans le cadre de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, une réunion préparatoire régionale sur le thème « Approches novatrices pour aider les femmes, les filles et les marginalisés dans la région arabe » a eu lieu le 9 décembre 2010 à Doha en vue de l'examen ministériel annuel du Conseil qui, en 2011, portera sur l'éducation. Tenue dans le contexte du deuxième Sommet mondial de l'innovation dans l'éducation (6-9 décembre 2010), la réunion a été organisée par la Fondation du Qatar et le Gouvernement qatarien, en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

À cette réunion, un groupe divers de parties prenantes régionales ont débattu de la manière dont des approches, des orientations – et des interventions ponctuelles – novatrices pourront bénéficier aux femmes, aux filles et aux marginalisés. La réunion a consisté en une table ronde et un déjeuner pour les ministres et les chefs de délégation de la région arabe venus au deuxième Sommet mondial de l'innovation dans l'éducation.

Grandes orientations définies

Les grandes orientations suivantes ont été définies :

Progrès dans la région arabe vers les objectifs du Millénaire pour le développement ayant trait à l'éducation et ceux de l'éducation pour tous :

- Pour assurer une croissance soutenue, inclusive et équitable et atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement, l'éducation est un facteur clef;
- Les pays de la région ont fait des progrès notables vers la réalisation de l'enseignement primaire pour tous. Toutefois, depuis deux ou trois ans, ces progrès marquent le pas. Les orientations actuelles de l'éducation dans la région ne retiennent pas les enfants à l'école et ne touchent pas ceux qui n'y vont pas;
- Plusieurs États arabes ont fait de grands progrès vers les objectifs de l'éducation pour tous mais, selon l'indice de son développement, aucun pays de la région* ne les a tous atteints.

* Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Yémen et Palestine.

Accès à l'éducation

- Il est nécessaire de donner aux femmes, aux filles et aux groupes marginalisés des possibilités équitables d'études et de formation, en éliminant les obstacles économiques, sociaux, religieux et politiques à l'éducation. Cela exige des systèmes d'éducation inclusifs ainsi que des mesures idoines et ciblées tant dans ce secteur qu'au-delà.
- Les gouvernements doivent veiller à ce que les budgets de l'éducation nationale soient suffisants face notamment aux contraintes d'infrastructure, de ressources humaines, de financement et d'administration. Une aide internationale suffisante et prévisible devrait être fournie à l'éducation, avec notamment des approches nouvelles et bénévoles pour son financement, la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et d'autres partenariats novateurs.
- Il faut redoubler d'efforts dans les situations d'urgence pour donner accès à l'éducation à toutes les populations sinistrées.

Qualité de l'éducation

- Les parties prenantes devraient toutes unir leurs efforts pour assurer la qualité de l'éducation, réduire les taux d'abandon, de redoublement et d'échec en créant des écoles accueillantes avec des programmes utiles et adopter des méthodes pédagogiques actives et coopératives et des matériaux d'étude et d'enseignement sans sexisme. Les moyens de la technologie de l'information et des communications devraient être utilisés, en particulier pour ceux qui se trouvent hors du système scolaire formel.
- Il faut d'urgence accroître le nombre d'enseignants et améliorer la qualité de leur enseignement par des mesures transsectorielles globales portant sur les questions du recrutement, de la formation préalable et continue, de la rétention, du perfectionnement professionnel, de l'évaluation, des conditions d'emploi et d'enseignement ainsi que du statut des enseignants.
- Les conditions scolaires devraient être améliorées par la construction de salles de classe et la réfection des locaux et de l'infrastructure, et surtout en nommant des directeurs et administrateurs d'écoles qualifiés. Il faudrait aussi s'attacher à donner aux filles leurs propres installations sanitaires, dont l'absence a été pour elles un obstacle sérieux.

Parties prenantes à l'éducation

- C'est d'abord aux gouvernements qu'il incombe d'établir le cadre voulu pour réaliser le droit de chacun à l'éducation. De leur côté, le secteur privé et la société civile pourront, par des méthodes novatrices, aider les groupes marginalisés à accéder à l'éducation.
- Il faut inciter le secteur privé à faciliter la transition depuis l'éducation de base, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et l'éducation non scolaire vers le marché du travail.
- La qualité, la responsabilité et la transparence devraient être promues en faisant mieux participer les parents et les collectivités au fonctionnement des écoles.

I. Introduction

1. En juillet 2011 à Genève, le Conseil économique et social tiendra son cinquième examen ministériel annuel qui portera sur la « Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation ».
2. Le 9 décembre 2010, une réunion préparatoire régionale pour la région arabe a été organisée par la Fondation du Qatar et le Gouvernement qatarien, en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
3. À cette réunion, un groupe divers de parties prenantes régionales, d'experts du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, d'organisations non gouvernementales, d'universitaires et de représentants du secteur privé ont débattu de la manière dont des approches, des orientations – et des interventions ponctuelles – novatrices pourront bénéficier aux femmes, aux filles et aux marginalisés.
4. La réunion a donné aux pays arabes une excellente occasion de contribuer à l'examen ministériel annuel, notamment en partageant leurs pratiques optimales et les enseignements issus de leur expérience.

II. Travaux de la réunion préparatoire régionale

A. Séance d'ouverture

5. Dans ses propos de bienvenue, Saad Bin Ibrahim Al Mahmoud, Ministre qatarien de l'éducation et de l'enseignement supérieur, a décrit les progrès rapides de son pays vers les objectifs du Millénaire pour le développement touchant l'éducation et ceux de l'éducation pour tous. Mais il a aussi souligné que, pour la région dans son ensemble, l'éducation des femmes, des filles et des groupes marginalisés reste un grand problème qui mérite plus d'attention et d'action. En particulier, l'échange des compétences entre pays doit s'accroître. Les consultations régionales comme la réunion préparatoire régionale pour l'examen ministériel annuel pourraient aider les pays à recenser des méthodes novatrices et efficaces pour assurer l'éducation de tous, notamment les femmes, les filles et les groupes marginalisés du monde arabe. Le Ministre a dit que les conclusions de la réunion fourniraient un apport utile à la session prochaine de l'examen ministériel annuel en 2011.
6. Fathy Saoud, Président de la Fondation du Qatar, a dit qu'il y avait trois grands principes qui en guidaient les programmes. D'abord, tous doivent être de la meilleure qualité. Ensuite, il faut les voir comme éléments d'un continuum, dans un système holistique qui va de l'éducation de base à l'enseignement supérieur et de la recherche de base à la recherche subventionnée. Enfin, dans l'actuelle économie du savoir, l'éducation devient un facteur clef pour susciter le progrès social et économique tout en préservant l'identité, les valeurs et la culture nationales. Fondée sur ces trois principes, l'éducation pour tous est plus importante que jamais.

Des types de partenariat novateurs pourraient aussi aider à créer un modèle d'éducation ainsi que des recherches de pointe.

7. Dans ses propos liminaires, Hamidon Ali, Président du Conseil économique et social et Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies, a félicité le Qatar d'avoir été choisi pour accueillir le tournoi de la coupe mondiale de football en 2022 et a souligné les liens étroits entre les sports et l'éducation. Il a noté que le sommet des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenu en 2010 à New York avait réaffirmé le rôle central de l'éducation pour les atteindre tous. Toutefois, son financement local, national et international doit devenir plus fiable et être complété par de nouvelles approches novatrices mettant en jeu la société civile et le secteur public. S'agissant de l'accent spécial mis par la réunion sur les femmes, les filles et les marginalisés de la région arabe, il faudra se pencher sur les méthodes non formelles d'éducation qui favorisent la qualité et la responsabilité par la participation plus poussée des parents et des collectivités.

8. Pour mesurer les progrès, les taux d'inscription et les chiffres sur les non-scolarisés doivent être surveillés afin de tenir compte des fortes variations régionales ainsi que des grandes disparités entre les sexes dans les pays arabes. M. Ali a fait remarquer que, malgré les graves problèmes, il ne faut pas oublier les progrès considérables réalisés dans la qualité de la vie, notamment pour les femmes. Il a conclu sur un message positif, en notant qu'en 2005 une femme moyenne pouvait espérer vivre d'un tiers plus longtemps que cela aurait été probablement le cas en 1955, qu'elle risquait moins de souffrir de maladies et de privations et qu'elle avait de bien meilleures chances d'être alphabétisée et instruite.

9. Thomas Stelzer, Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations du Département des affaires économiques et sociales a dit que l'éducation est vraisemblablement l'élément le plus important de ce que les économistes appellent le capital humain. Gary Becker, lauréat du prix Nobel, a soutenu à bon droit qu'elle est un investissement comme d'autres : si on n'y met pas assez, son rendement ne sera guère satisfaisant. Dans son dernier rapport mondial sur l'éducation, l'UNESCO estime que, pour réaliser l'objectif du Millénaire sur l'accès universel à l'enseignement primaire dans les pays les moins avancés d'ici à 2015, il faudra boucler un déficit annuel de 16 milliards de dollars. Mais – et c'est tout aussi important – l'argent doit être investi plus rentablement. Il ressort en effet d'une étude récente de McKinsey que des dépenses élevées ne garantissent pas des résultats meilleurs dans l'éducation. Or, cette conclusion est particulièrement applicable à la région arabe où, malgré des dépenses élevées, les résultats scolaires restent médiocres dans plusieurs pays. Concrètement, il faut construire plus d'écoles et recruter de nombreux enseignants. Les États arabes, estime-t-on, représenteront environ 15 % de la demande totale de nouveaux enseignants. À propos du thème de la réunion, M. Stelzer a noté que, dans le monde, les deux tiers des analphabètes sont des femmes et que les millions d'enfants non scolarisés sont en majorité des filles. Il a dit que pour faire entrer à l'école plus de filles et d'autres marginalisés de la société arabe il faudra surmonter de nombreux obstacles économiques, sociaux, religieux et politiques. Il a conclu que, malgré ces difficultés, l'objectif d'un enseignement primaire vraiment universel est accessible.

B. Table ronde : approches novatrices pour aider les femmes, les filles et les groupes marginalisés de la région arabe

10. Abdel Moneim Osman, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation dans les États arabes et représentant de l'UNESCO au Liban et en République arabe syrienne, a animé le débat : dans ses propos liminaires il a rappelé que les femmes et les filles arabes se heurtaient à d'énormes obstacles pour accéder à une éducation de qualité, ce qui nuit à leur participation au marché du travail. Seuls 9 pays arabes sur 19 ont réalisé la parité des sexes dans l'enseignement primaire. L'analphabétisme chez les femmes et les filles reste un problème majeur, surtout en zone rurale. Il a demandé à la table ronde de viser deux grandes questions. D'abord comment la participation et l'accès des femmes, des filles et des marginalisés à l'éducation pourraient être améliorés par le recours à des idées novatrices face aux problèmes des pays arabes (conflits, déplacements internes, manque de locaux, taux de fertilité élevés et pauvreté). Ensuite, comment le sexisme dans l'éducation, qui favorise les garçons, pourrait être éliminé par des interventions ciblées, par exemple en créant des centres socioculturels qui pourront aider les femmes et les filles des zones éloignées et veiller à ce qu'il y ait pour les garçons et les filles des installations sanitaires séparées.

11. Hassan Mneimneh, Ministre libanais de l'éducation et de l'enseignement supérieur, a noté le rôle central que joue l'éducation pour atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a dit que le Liban la considère comme la seule voie de son progrès. Le premier pas est certes de veiller à ce qu'elle soit accessible à tous, mais il est tout important qu'elle donne aux enfants les connaissances voulues pour réussir sur le marché du travail. Pour assurer l'accès à tous, le Liban a adopté une loi qui rend l'éducation obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. De plus, il a donné la priorité au développement des aptitudes pédagogiques et à la création d'incitations pour donner un enseignement de meilleure qualité. Or, cet accent mis sur les enseignants est confirmé par des recherches récentes qui prouvent que les bons enseignants sont un facteur plus important de réussite scolaire que la qualité des locaux.

12. Yasar Jarrar, partenaire des Services consultatifs de PricewaterhouseCoopers au Moyen-Orient, a dit que l'innovation pourra aider à aborder nombre des problèmes de l'éducation dans la région arabe. Il a dit qu'à ce jour les innovateurs n'ont guère reçu l'appui des gouvernements : les solutions novatrices ont surgi malgré ceux-ci plus que grâce à eux. Il a certes reconnu l'importance du rôle des gouvernements, garants de la valeur publique de l'éducation, mais il a dit qu'ils devraient se rapprocher du secteur privé et de la société civile qui peuvent aider à enseigner plus efficacement en promouvant dès le départ l'innovation sociale. M. Jarrar a cité plusieurs exemples de solutions communautaires novatrices comme la E-University, qui a encouragé l'inscription des femmes en Arabie saoudite et l'« Éducation : liberté culturelle et autodidactisme » (Centre pour l'éducation et l'épanouissement des rurales) qui a aidé à promouvoir l'égalité des sexes. Pour favoriser plus systématiquement de telles solutions novatrices, M. Jarrar a invité les gouvernements à dépolitiser l'éducation et à adopter des lois et règlements qui fourniront un cadre de nature à permettre au secteur privé et aux philanthropes de faire partie de la solution.

13. Mohamed El Aziz Ben Achour, Directeur général de l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science, a souligné qu'une grande tendance à la réforme de l'éducation vers plus de participation féminine et plus de tolérance exigera un partenariat étroit avec tous les ministères liés à l'éducation. Il a aussi fait valoir la nécessité de s'occuper de l'écart entre ville et campagne dans l'accès à l'éducation. Il a dit que les enseignants étaient l'assise même du processus didactique et qu'il faudrait se soucier davantage de les former. L'éducation devrait rendre les élèves aptes à la vie active afin qu'ils puissent entrer avec confiance dans le monde du travail. Il a ajouté que les valeurs d'une éducation de qualité devaient être liées aux valeurs culturelles et comporter la promotion du savoir, de la tolérance et du respect d'autrui. Pour réaliser un tel objectif, il a expliqué que son organisation est chargée de la conception et de la réalisation d'un plan d'éducation efficace dans le monde arabe.

14. Shahinaz Ahmed, Présidente-Directrice générale en Égypte de la Fondation de l'éducation pour l'emploi (EFE), a exposé une réponse novatrice au grave problème du chômage des jeunes dans la région arabe. Elle a expliqué qu'un élément clef du modèle de cette fondation sans but lucratif est de se tourner précocement vers le secteur privé et de veiller à ce que les employeurs participent à tout le processus dont elle a esquissé les différentes étapes. D'abord, le dialogue avec le secteur privé doit être engagé et les programmes scolaires conçus en fonction de ses besoins. Vient ensuite un processus transparent de sélection des employés potentiels et les programmes pédagogiques sont conçus en collaboration étroite avec chaque employeur futur pour enseigner aux employés les aptitudes qu'il leur faut. Les principaux problèmes sont de convaincre le secteur privé de participer au programme, de retenir les élèves et de veiller à ce que les candidats formés trouvent du travail chez le partenaire du secteur privé et non dans le secteur public qui semble offrir plus de sécurité de l'emploi.

15. Amin Amin, fondateur et Président-Directeur général de ChangeAgent for Arab Development & Education Reform (CADER) en Jordanie, a présenté l'œuvre de CADER, partenariat public-privé lancé en 2004, qui aide au renforcement des capacités humaines et au perfectionnement des enseignants du monde arabe par un programme semestriel complet de perfectionnement fondé sur une méthode de gestion du changement comportant les technologies de l'information et des communications (TIC) afin d'aider les processus d'enseignement, d'étude et de travail. M. Amin a souligné que, pour être efficaces, les solutions doivent être adaptées aux besoins locaux, être concrètes et comporter la conscience et la conviction de la nécessité du changement et du perfectionnement. Dans ses programmes de formation des enseignants, l'organisation vise à encourager les aptitudes de base comme l'autorité, la communication, le préceptorat, la gestion des projets et la formation et la facilitation. En Jordanie, où CADER a son siège, des programmes spécifiques d'éducation novatrice comme le « programme d'appui à la réforme de l'enseignement » et le « projet des écoles jordaniennes » sont déjà exécutés. Des projets supplémentaires sont en préparation dans d'autres pays arabes, dont la Palestine, le Qatar et le Yémen, ce qui montre que le programme est transposable et durable.

16. Pour conclure, Abdel Moneim Osman a noté que plusieurs orateurs ont prôné des réformes législatives tendant à promouvoir l'innovation sociale par des partenariats public-privé. La table ronde a reconnu qu'il fallait appuyer l'innovation au niveau local. Plusieurs orateurs ont souligné que les différences entre la ville et la

campagne sur le plan de l'éducation méritaient plus d'attention car elles sont souvent invisibles dans les moyennes nationales. Le grand potentiel des technologies de l'information et des communications pour donner accès à l'éducation aux groupes marginalisés, même ceux des zones éloignées, a été mis en valeur. La nécessité de renforcer le lien entre l'éducation et l'emploi a été soulignée. La participation des employeurs à la formulation des programmes scolaires a été évoquée comme moyen d'assouplir le passage des jeunes vers le marché du travail.

C. Déjeuner ministériel

17. Saad Bin Ibrahim Al Mahmoud, Ministre qatarien de l'éducation et de l'enseignement supérieur, a, dans ses propos de bienvenue, souligné l'importance de la réunion préparatoire régionale pour l'examen ministériel annuel en tant que forum où échanger des idées novatrices sur la manière de promouvoir l'éducation dans la région arabe. Il a invité les ministres et les éminents participants à approfondir le débat sur les approches novatrices pour aider les femmes, les filles et les marginalisés lors de l'examen ministériel annuel de 2011 qui approche.

18. Fatima Mohammed Al Balooshi, Ministre bahreïnienne du développement social, a dit que, les gouvernements étant tenus de fournir une éducation de qualité, il leur incombe de trouver les moyens de la rendre accessible à tous les citoyens. Cela exige l'élimination des obstacles qui empêchent les groupes marginalisés d'accéder à l'éducation. Or la plupart de ces obstacles ne se limitant pas au domaine de l'éducation, il faut une approche intégrée qui viserait les autres obstacles – économiques, sociaux et culturels – à l'éducation. Améliorer les résultats de celle-ci exige donc une approche intégrée face aux multiples obstacles. Les partenariats avec le secteur privé ou la société civile pourront jouer un rôle crucial dans l'édification des capacités et la marche vers un progrès social commun. Les trois instruments complémentaires (microcrédit, promotion de l'entrepreneuriat et formation professionnelle) doivent être plus activement promus pour que les élèves se sentent concernés par l'éducation, comme c'est le cas à Bahreïn.

III. Conclusions et recommandations

19. Pour conclure, Thomas Stelzer, Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a souligné trois grands messages qui émanent des débats. D'abord, malgré des résultats inégaux, les objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation restent réalisables dans la région arabe. L'esprit positif de la réunion et l'optimisme des participants ont été particulièrement encourageants à cet égard. Ensuite, il a remarqué que les participants ont admis qu'il fallait redoubler d'efforts pour améliorer la qualité de l'éducation et aider les groupes les plus marginalisés de la société. Enfin, la réunion a illustré le fait que, s'il n'existe pas de solution toute faite, il y a des enseignements utiles que les pays peuvent tirer de leurs expériences mutuelles.

20. M. Stelzer a dit que les pays qui ont pris les cinq mesures suivantes avaient fait des progrès particulièrement remarquables : élimination des obstacles financiers à l'éducation; accroissement de son financement national et international; fourniture

des services de base aux deux sexes; élimination des stéréotypes sexistes dans les programmes et pratiques pédagogiques; et usage novateur des technologies de l'information et des communications. M. Stelzer a encouragé les ministres et les participants à rester en contact avec le Conseil économique et social par le biais de l'examen ministériel de juillet 2011, à Genève, où le Qatar évoquera les points saillants des débats de la réunion préparatoire régionale.

Recommandations

- **Fournir aux femmes, aux filles et aux groupes marginalisés des possibilités d'éducation et d'études équitables en éliminant les barrières économiques, sociales et géographiques à l'éducation grâce à des systèmes éducatifs inclusifs ainsi que par des mesures appropriées et ciblées dans ce secteur et au-delà.**
- **Assurer des budgets d'éducation nationale suffisants face notamment aux contraintes d'infrastructure, de ressources humaines, de financement et d'administration.**
- **Fournir un appui international suffisant et prévisible à l'éducation, notamment par des approches nouvelles, bénévoles et novatrices pour la financer, qui devraient compléter et non remplacer les sources traditionnelles de financement, ainsi que par la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et d'autres formes de partenariats novateurs.**
- **Redoubler d'efforts pour réaliser le droit à l'éducation, même dans les situations d'urgence.**
- **Assurer une éducation de qualité et réduire les taux d'abandon, de redoublement et d'échec en créant des écoles accueillantes avec des programmes utiles, des méthodes pédagogiques actives et coopératives et des matériaux d'étude et d'enseignement.**
- **Exploiter les capacités des technologies de l'information et des communications, notamment pour ceux qui se trouvent hors du système formel d'éducation et aussi pour l'éducation permanente.**
- **Accroître le nombre des enseignants et améliorer la qualité de leur enseignement par des mesures transsectorielles globales portant sur les questions du recrutement, de la formation préalable et continue, de la rétention, du perfectionnement professionnel, de l'évaluation, des conditions d'emploi et d'enseignement ainsi que du statut des enseignants.**
- **Améliorer les conditions scolaires en construisant plus de classes et en améliorant l'état des locaux et de l'infrastructure, et surtout en nommant des directeurs et administrateurs d'écoles qualifiés. Il faudrait s'attacher à donner aux filles leurs propres installations sanitaires et autres, dont l'absence a été, pour elles, un obstacle sérieux.**
- **Reconnaître que c'est aux gouvernements qu'il incombe avant tout d'établir le cadre voulu pour réaliser le droit à l'éducation.**
- **Inciter le secteur privé et les organisations de la société civile à aider les gouvernements à offrir aux marginalisés un accès à une éducation de qualité.**

- **Faire participer le secteur privé à l'élaboration des programmes d'enseignement.**
 - **Promouvoir la qualité, la responsabilité et la transparence en faisant mieux participer les parents et les collectivités au fonctionnement des écoles.**
-